



Les mesures de Facebook contre les «fausses nouvelles»: un pas vers la censure

Par [George Gallanis](#)

Mondialisation.ca, 21 décembre 2016

[wsws.org](#) 17 décembre 2016

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Jeudi dernier, le géant des médias sociaux Facebook a annoncé de nouvelles mesures visant à limiter le partage de «fausses nouvelles» provenant de sites web trompeurs. Ces mesures font cependant partie d'une campagne médiatique plus large qui vise à sévir contre les sources d'informations alternatives.

La déclaration de Facebook est une réponse aux critiques de la part des grands médias, tels que le *New York Times*, qui affirment que les fausses nouvelles partagées à travers les médias sociaux ont joué un rôle majeur pour influencer le résultat des élections de 2016. Le dirigeant et fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, a d'abord dénoncé de telles accusations comme étant «absurdes», mais s'est depuis adapté à ces plaintes.

Dans une annonce publiée sur Facebook intitulée «Fils d'actualité: Réagir aux canulars et aux fausses nouvelles» («News Feed FYI: Addressing Hoaxes and Fake News») de Adam Mosseri, vice-président de la gestion des produits, Facebook a étalé les quatre composantes de sa nouvelle politique.

Sous la section «Signalement plus facile», Facebook rendra le moyen de signaler de fausses nouvelles plus efficace en intégrant de nouvelles fonctionnalités. Sous la section «Miner les incitatifs financiers pour les spammeurs», Facebook prévoit s'attaquer aux finances des sites de «fausses nouvelles» en limitant leur capacité d'acheter des publicités en augmentant la difficulté d'utiliser de faux domaines lorsqu'ils publient des publicités.

Ceci est suivi d'une mesure intitulée «Le partage informé». Si un article est lu plusieurs fois et n'est pas partagé par la suite, d'après Facebook, ceci pourrait être un signe que l'article est «trompeur». Si Facebook considère que c'est le cas, l'article recevra une cote moins élevée sur le flux de nouvelle Facebook, le rendant moins visible et accessible pour la lecture.

En pratique, ceci signifie que si un article, qu'il dise la vérité ou non, n'est pas partagé, alors il peut être déclassé et avoir ainsi moins de chance d'être lu. Une analyse de BuzzFeed News a trouvé que lors des campagnes pour les élections présidentielles, des publications considérées comme étant fausses étaient en fait plus partagées que celles considérées vraies.

Une politique encore plus révélatrice est intitulée «Marquer des nouvelles comme étant contestées». Facebook cataloguera des signalements de fausses nouvelles de la part des utilisateurs, en plus d'autres données vagues qui sont uniquement décrites comme des

«signes», et les enverra à un vérificateur des faits de tiers parti pour arbitrer. Si une nouvelle est jugée fautive, alors Facebook la marquera ainsi avec une explication rattachée. De telles nouvelles apparaîtront plus bas sur la page Facebook.

Les «tiers partis» de Facebook consistent apparemment de cinq organisations médiatiques qui rempliront le rôle de vérificateurs des faits. Il s'agit de ABC News, Politifact, FactCheck, Snopes et Associated Press. D'après Facebook, ces organisations sont aussi signataires du Poynter Institute's International Fact Checking Code of Principles, qui sont: 1) «un engagement à l'impartialité et la justice»; 2) « un engagement à la transparence des sources»; 3) « un engagement à la transparence du financement et de l'organisation»; 4) « un engagement à la transparence méthodologique»; et 5) «un engagement aux corrections ouvertes et honnêtes».

Poynter, qui se décrit comme «leader mondial en journalisme», est financé entre autres, par Google, la fondation Bill et Melinda Gates, et notamment le National Endowment for Democracy, une façade pour le département d'État américain qui est intervenu dans des élections à travers le monde dans l'intérêt de l'impérialisme américain.

Les conséquences des initiatives de Facebook pour limiter les «fausses nouvelles» sont menaçantes. Ceci a lieu dans un contexte où les médias de la grande entreprise tentent de créer un amalgame entre du contenu manifestement inventé et des articles et analyses qu'ils dénoncent comme de la «propagande russe» parce qu'ils sont critiques de la politique étrangère des États-Unis.

Le mois dernier, le *Washington Post* a publié un article, «La campagne de propagande russe a aidé à répandre de "fausses nouvelles" durant la campagne électorale, disent les experts,» qui faisait référence à une organisation, PropOrNot, qui a compilé une liste de sites web qui ont été désignés comme «propagateurs de propagande russe». On retrouve parmi ceux-ci: WikiLeaks, Truthout, Naked Capitalism et d'autres publications similaires.

George Gallanis

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 17 décembre 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [George Gallanis](http://GeorgeGallanis.com), wsws.org, 2016

Articles Par : [George Gallanis](http://GeorgeGallanis.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca